

# LE CHEMINOT DE FRANCE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DES CHEMINOTS DE FRANCE ET DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

## AU SERVICE DU PAYS



Au moment où notre Fédération vient de déposer son cahier de revendications, il n'est pas inutile de rappeler aux Pouvoirs publics et aux hommes de Gouvernement que nous perdons moins que jamais de vue les obligations que nous crée l'exécution du service public des transports. Et c'est précisément parce que nos préoccupations, en tant que gardiens vigilants des intérêts sociaux (individuels et familiaux) des cheminots, s'inscrivent dans le cadre des intérêts généraux d'une profession, toute au service du pays, que nous donnons à notre action revendicatrice une si grande vigueur.

L'heure est venue d'une mise au point sérieuse, sinon définitive, des conditions de rémunération d'un personnel dont le rendement quantitatif et qualitatif a permis à la S.N.C.F. d'atteindre au plus haut degré de la perfection technique au bénéfice exclusif de la collectivité nationale. En ce faisant, on consolidera les positions acquises ; un jalon sera posé sur la voie d'un incessant progrès qui ne se peut concevoir, qui ne peut être qu'avec la participation active, confiante — et, disons-le, intéressée — de ce personnel dont le comportement joue un rôle déterminant dans la prospérité de l'entreprise. Le jour où, à l'inquiétude actuelle qui est grande, succèdera le découragement, aucune mesure d'ordre ou de coercition, aucune réforme structurelle, aucune action par la tête, si vigoureuse qu'elle soit, ne pourra empêcher un lent, mais sûr travail de désagrégation de s'accomplir.

L'heure est venue aussi de mettre un terme à cette politique vacillante en matière de transports qui fait peser sur notre réseau national de perpétuelles menaces dont certaines, hélas ! ne sont déjà réalisées ou risquent à tout moment de l'être. Nos préoccupations ne se bornent pas, en effet, à la défense et à l'amélioration des conditions de vie et de travail de nos mandants, elles embrassent un horizon plus vaste qui englobe en tout premier lieu la sauvegarde des conditions de vie du chemin de fer, outil national.

Là encore notre inquiétude est grande. En dépit de déclarations formelles faites à son arrivée au pouvoir, notre ministre actuel des Transports mène une politique peu favorable au chemin de fer. Au nom des sacro-saintes lois d'un libéralisme irrévocablement condamné par les faits, son action vise, en quelque sorte, à démobiler une partie des transports pour les rendre au secteur privé (dont on sait pourtant l'inaptitude à servir l'intérêt général) dans le même temps où se resserre sur la S.N.C.F. l'état de l'« Administration » (avec un grand A, celle des T. P. comme celle des Finances) qui paralyse ses initiatives et réduit ses moyens de défense contre ses concurrents déchainés. Sous son règne s'accroît la fermeture des lignes et s'élaborent des programmes de mise à voie unique de lignes dont une partie au moins justifie amplement leur maintien à double voie. Nous signalons d'autre part les satisfactions illégitimes accordées à la F.N.T.R. en matière de transports marchandises. Dans le domaine voyageurs, les dispositions du décret PINEAU de novembre 1949, notamment en ce qui touche la coordination tarifaire, sont devenues lettre morte, ce qui permet aux routiers de nous faire, sur des relations normalement dévolues au Rail, une concurrence absurde, mais coûteuse pour ce dernier. Enfin, la présence à la direction des Transports d'un personnage aussi ouvertement hostile à la S.N.C.F. que M. DORGES est un défi au bon sens et une provocation à l'égard des cheminots. Ceux-ci doivent-ils donc, en définitive, rester seuls pour défendre la Société nationale des Chemins de fer français ?...

Cependant, partout autour de nous, dans le monde entier, les chemins de fer continuent leur essor. Partout, il est vrai, ils coûtent à la collectivité, mais celle-ci reçoit d'eux, en échange d'une aide financière indispensable, des services toujours supérieurs (quoique nulle part autant qu'en France) aux sacrifices consentis. Il n'est pas une personne avertie qui ne sache que le fait de rouler sur des rails ne limite aucunement le chemin de fer dans son utilisation des inépuisables ressources de la technique moderne, personne qui ne comprenne l'intérêt qui s'attache à la mise en place d'une véritable coordination des transports dans laquelle la Route, plus limitée dans ses moyens, forme le complément du Rail qu'elle a pour mission naturelle de prolonger et non de doubler.

Tel est notre sentiment. En l'exprimant ici, en tête de ce journal qui se fait avec insistance l'écho de nos revendications, je pense avoir donné à celles-ci leur vraie, leur pleine signification.



A. PAILLIEUX,  
Secrétaire général.

## LES CHEMINOTS doivent être payés

en fonction de leur travail et de leurs responsabilités

## NOS SALAIRES DOIVENT ÊTRE REVALORISÉS - HARMONISÉS - SIMPLIFIÉS

LES cheminots ont déjà eu connaissance de la position prise par notre Fédération en ce qui concerne nos salaires. Notre position a ceci de particulier qu'elle se place exclusivement sur le plan professionnel. Il y a, bien sûr, un problème général du coût de la vie ; il y a le retard acquis par le pouvoir d'achat des travailleurs en général entre septembre 1951 et septembre 1952 et nous approuvons entièrement l'action entreprise dans ce domaine par notre Confédération. Mais nous estimons que, même si le pouvoir d'achat général était revalorisé de 10 à 15 % du plus, il resterait quand même à revoir les salaires des cheminots qui devraient être revalorisés, harmonisés, simplifiés.

### REVALORISÉS

NOS salaires doivent être revalorisés, car ils ont acquis un retard considérable, comparativement à d'autres entreprises. Les cheminots le savent mieux que quiconque. Ils sont à même de faire des comparaisons et ils ont pu se rendre compte qu'il y a quelquefois des variations du simple au double avec des travailleurs effectuant un travail similaire au leur dans l'industrie privée. Ils ne sont pas jaloux des avantages acquis par d'autres, mais ils n'entendent plus faire figure de « parent pauvre » dans la nation. Environ la moitié des cheminots perçoit chaque mois un salaire net inférieur à 25.000 francs par mois pour 48 heures de travail. Essayez un peu de chercher une grande entreprise où la moyenne des salaires sera aussi basse. On nous objectera, bien sûr, nos avantages professionnels ; mais la carte de circulation n'a jamais nourri une famille, pas plus que la plupart

### Simple comparaison

Salaire net mensuel d'un cheminot, échelon 5, échelon 5, pour 48 heures de travail à Paris : 26.439 fr.  
Salaire moyen d'un ouvrier ajusteur de la région parisienne, industrie des Métaux, pour 48 heures de travail : 36.902 fr.  
(D'après le Bulletin hebdomadaire de la Statistique, n° 227 du 6 septembre 1952.)

des retraites versées ne nourrissent les retraités. On nous reparlera du déficit de la S.N.C.F. Le personnel y est-il pour quelque chose ? L'amélioration de son rendement n'a-t-il pas plutôt permis de résorber une partie de ce déficit ? On nous précisera que les hauts salaires de l'industrie sont payés dans des industries travaillant pour le réarmement et la défense nationale ! Tient-on alors pour négligeable l'intérêt des transports, et de la S.N.C.F. en particulier, dans le développement de l'économie, quelle qu'elle soit ?

Non, il n'y a pas de raisons pour que les cheminots continuent à être mal payés. Leurs salaires doivent être revalorisés en fonction de leur travail et de leurs responsabilités.

### HARMONISÉS

CETTE question de l'harmonisation de nos salaires avec ceux des autres entreprises nationalisées n'est pas nouvelle. Elle remonte même à juin 1947, puisque le protocole qui mettait fin à la grève prévoyait en son point 9 « la mise à l'étude de l'harmonisation des salaires des cheminots avec ceux du personnel des autres industries nationalisées ».

Cette revendication n'est pas seulement pour nous une question de gros sous (bien que ce soit probablement là la base de l'inertie gouvernementale en la matière), mais c'est aussi une simple question de justice et de bon sens.

Comment admettre en effet que des travailleurs, employés par le même patron (l'Etat), effectuant le même travail, aient des systèmes de rémunération et des salaires différents.

Qu'il ne soit pas possible de tout comparer, c'est un fait ; mais les points de raccord sont suffisants pour permettre une harmonisation, il suffit d'y mettre un peu de bonne volonté.

Une Commission interministérielle a travaillé sur ces questions depuis 1951, le délai est suffisant, il est grand temps d'en connaître les conclusions et de réaliser l'harmonisation, comme nous l'ont promis les différents ministres des Transports publics qui se sont succédé boulevard St-Germain depuis 1947.

### SIMPLIFIÉS

FORCE de retouches, d'aménagements, de compléments et de suppléments, notre système de rémunération est devenu d'une telle complexité qu'il est bien impossible à un agent de s'y retrouver et de pouvoir vérifier sa paye à partir de son coefficient hiérarchique.

La remise en ordre que nous réclamons doit également avoir pour but de simplifier notre système de rémunération, tout le monde y gagnera : la Direction, les bureaux de solde, le personnel. Nous devons revenir à une notion de grille réelle, applicable à un traitement national. Cela n'est pas impossible, il suffit seulement d'un peu de bonne volonté.

Pour réaliser tout ce programme, notre Fédération demande l'ouverture immédiate de discussions en Commission paritaire. Les cheminots sont en effet encore les seuls à qui on refuse le droit de discuter leurs salaires. Dans toutes les professions, il existe des discussions, soit dans le cadre des Conventions collectives, soit dans le cadre d'un statut législatif ou réglementaire.

Les cheminots, eux, voient leurs salaires fixés par le Conseil d'administration sans qu'ils aient la possibilité de discuter.

Voilà notre programme.

Il est simple et il doit permettre de rassembler tous les cheminots pour le faire aboutir.

Il n'est ni démagogique, ni tendancieux, c'est pourquoi, sûre de l'appui de tout le personnel, notre Fédération entend tout mettre en œuvre pour le faire aboutir.

P. BUTET.

### Maurice GARNIER

Chevalier de la Légion d'Honneur

Par décret du 9 août 1952, paru au « Journal Officiel » du 19 août, nous avons appris la bonne nouvelle : notre ami et président d'honneur, Maurice GARNIER, est fait chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.

Grand mutilé de la guerre 1914-1918,



c'est depuis longtemps déjà que Maurice GARNIER méritait cette haute distinction et il est regrettable qu'on la lui ait fait attendre jusqu'en 1952.

Rappelons que, pendant l'occupation, alors que la chose était sur le point de se faire, GARNIER refusa d'être décoré par la grâce du gouvernement de Vichy.

Ce trait marque bien le caractère de celui qui, pendant toute une longue carrière de cheminot, a œuvré au service de ses camarades de travail dans le syndicalisme chrétien dont il fut un grand animateur.

Tous les syndiqués se réjouiront avec nous de l'honneur fait à ce militant à qui nous adressons nos plus vives félicitations et renouvelons nos sentiments de sincère amitié.

LA FÉDÉRATION.

LA PÉRÉQUATION  
PAR LES DROITS  
Voir article à la page  
RETRAITÉ DU RAIL

### Connaissez-vous les éléments de votre rémunération ?

Voici les différents éléments qui servent de base pour le calcul de votre salaire :

Traitement : Divisé lui-même en trois parties :  
— 7.825 fr. hiérarchisés 100/770  
— 1.120 fr. hiérarchisés 100/770 mais avec un minimum de 2.016 fr.  
— 3.750 fr. part fixe.

Supplément temporaire : Hiérarchisé sur le premier échelon de chaque échelle.

Indemnité de résidence : De 11 % à 25 % du salaire (T. + S.T. + 1/12 P.F.A. + prime).

Indemnité de salaire minimum.

Indemnité compensatrice.

Primes de production.

Prime de transport.

Allocations diverses.

Voyez comme c'est simple !



# Mais qu'est-ce donc que les 213 articles ?

Chacun à lire les articles de la presse quotidienne, ou de la presse syndicale à les oreilles plus ou moins rebattues des « 213 articles », dès qu'il s'agit de fixation de budget-type ou d'augmentation de salaires.

La liste des 213 articles sert à fixer l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris.

Déjà avant la guerre, il était publié un « indice du coût de la vie » à Paris, indice basé sur les dépenses en 1930 d'un ménage de quatre personnes, les deux conjoints et deux enfants à charge, les hostilités interrompirent sa publication en 1939.

L'I.N.S.E.E. (Institut National de Statistique et d'Études Économiques) a procédé à la fin de 1949 à la préparation de nouveaux indices des prix de détail à Paris — qui ont été définitivement arrêtés et publiés à partir de septembre 1950.

Comme le précédent indice, celui-ci est calculé sur les dépenses d'une famille de quatre personnes comprenant deux enfants de moins de 16 ans et dont la qualification professionnelle du chef de famille, salarié, est inférieure à celle de contremaître, pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration, l'année de référence pour les prix est 1949 (base 100 en 1949).

L'indice des prix à la consommation familiale à Paris est calculé à partir d'articles de référence répartis en cinq groupes.

A. Alimentation : 41 articles (à noter, fait important, que les légumes frais et fruits frais sont exclus de ce groupe — à cause du caractère saisonnier de leur production — un indice de l'ensemble des denrées est calculé annuellement).

## V. — DIVERS

Tabac, cigarettes, journaux.  
B. Chauffage et éclairage : 7 articles.  
C. Produits manufacturés : 115 articles.  
D. Services : 47 articles.  
E. Divers : 3 articles.  
Total : 213 articles.

Chaque article subit une pondération déterminée à la suite d'enquêtes sur les budgets des familles effectuées depuis 1948 par l'I.N.S.E.E. dans la région parisienne, elle consiste à donner à chaque article l'importance relative qui lui revient dans le calcul d'ensemble, elle est globalement de 58 % pour l'alimentation, de 4 % pour le chauffage et l'éclairage, 20 % pour les objets manufacturés, 15 % pour les services et 3 % pour les divers. Total : 100.

## TABEAU GENERAL DES INDICES

Cette liste appelle de la part des milieux syndicalistes un certain nombre de commentaires, le moins que l'on puisse dire c'est que figurent dans ces 213 articles des objets qui ne sont quand même pas de consommation courante dans la plupart des foyers ouvriers : la selle de bicyclette, le sécateur... et la balle de tennis ! Les fruits et légumes frais en sont absents. A noter cependant que dans l'entretien et le blanchissage, le bleu de travail a heureusement remplacé le faux-col glacé qui y figurait auparavant.

Encore un petit effort pour remplacer le billet de 1<sup>re</sup> classe et les frais de compte en banque (ô ironie) et tout sera (peut-être) parfait.

J. B.

**HOTEL-REST. DE LA MARINE**  
47, rue Paul-Masson - BREST  
Tout confort - Prix modérés : pour Voyageurs. Cheminots et Routiers

**HUILE - SAVON - CAFÉ**  
et autres produits  
Prix spéciaux à CHEMINOTS  
ANT. SILLES - SALON (B.-du-Rhône)

# Réflexions d'un cheminot sur les écoles normales ouvrières

A quelque corporation que nous appartenions, il est un devoir pour tous d'être solidaires les uns des autres ; il ne doit pas y avoir de différence entre le métallo, le mineur, le gars du bâtiment, l'employé E.D.F. ou P.T.T., le cheminot ou tout travailleur d'un autre corps de métier. Il y a avant tout et par-dessus tout un problème ouvrier qui intéresse toute la classe des travailleurs, celle qui peine et qui n'est pas riche.

Pour arriver à une véritable promotion ouvrière il faut des militants formés, aptes à discuter avec les patrons d'égal à égal, il faut que ces militants possèdent des formations juridiques, sociales et doctrinales qui leur permettent de défendre leurs droits chaque fois que le besoin s'en fait sentir. Le combat sera dur mais tant pis il doit se faire, il faut mettre bas l'égoïsme, les intérêts particuliers et les considérations personnelles pour être au service de tous. Aller de l'avant et toujours plus de l'avant, telle est la consigne du militant.

La C.F.T.C., connaissant ces besoins et sachant qu'on ne s'improvise pas « militant » a voulu mettre sur pied un moyen de formation adapté à la classe ouvrière, elle a créé pour cela les Ecoles normales ouvrières (E.N.O.) qui sont la source même de cette formation nécessaire aux travailleurs pour défendre leurs intérêts, si menacés de nos jours par un patronat réactionnaire et anti-social à l'extrême.

Ayant assisté au mois de juillet à l'E.N.O. de Bourgogne, à la Bergerie, près de Dijon, j'en suis revenu enchanté tant par l'esprit familial et fraternel qui a régné pendant les cinq jours que nous y avons passés que par les cours qui y furent donnés.

Je puis dire et je le dis en toute sincérité qu'il se fait du bon travail dans les E.N.O. et que la C.F.T.C. ne perd pas son temps. Je dois dire à tous

les militants, particulièrement aux cheminots, de faire tout leur possible pour assister à l'E.N.O. de leur Union départementale, faudrait-il pour cela sacrifier quelques congés ; l'enjeu en vaut la peine, car il est un devoir pour nous de sortir du borbier où nous patageons depuis pas mal de temps.

Je demande à la Confédération de rechercher tous les moyens possibles de rendre ces E.N.O. de plus en plus familiales en y faisant assister nos femmes, afin de les associer au travail que nous voulons faire, pour qu'elles puissent nous comprendre et nous aider encore davantage dans la lutte pour la libération de la classe ouvrière tout entière.

Encore une fois, mes camarades, n'hésitez pas, toujours plus nombreux aux E.N.O. prochaines pour le salut des travailleurs.

Un Cheminot :  
BERNIGAUD Louis,  
Chauffeur de route  
à Paray-le-Monial.

## LISTE DES 213 ARTICLES

### I. — ALIMENTATION

**VIANDES ET POISSONS.** — Bœuf : bœuf, plat-de-côtes ; cheval : bœuf, rumpsteak ; mouton : gigot, mouton ; porc : échine, jambon de Paris, saucisson sec ; veau : poitrine, quasi déossé ; poissons : merlan, morue, raie.

**ŒUFS, LAIT, CORPS GRAS.** — Œufs : camembert, gruyère, huile d'arachide, lait entier, lait gras frais, margarine, œufs frais, petit suisse, saïndoux.

Pain, pommes de terre, vin rouge 10<sup>e</sup>.

**ARTICLES DIVERS D'ÉPICERIE.** — Café grillé, chicorée, chocolat, confitures, farine, farine pour bouillie, haricots secs, lentilles, pâtes, riz, sel fin, sucre, vinaigre de vin.

### II. — CHAUFFAGE-ECLAIRAGE

**CHARBON** (par 50 kg domicile). — 1/4 grasse noix, grasse gaillet, boulets, GAZ.

**ELECTRICITE.** — 1<sup>re</sup> tranche éclairage, 2<sup>e</sup> tranche éclairage, 3<sup>e</sup> tranche éclairage.

### III. — OBJETS MANUFACTURES

1<sup>re</sup> Articles de cuisine, de chauffage et de ménage. — Assiette ordinaire, assiette faïence bonne qualité, bol, verre à boire, couvert acier inoxydable, plat à feu, bocal à conserves, moulin à café, moulin à légumes, casseroles aluminium, casseroles email, cocotte, tressiveuse, seau à charbon, tuyau de poêle, poêle à feu continu, poêle à bois, réchaud à gaz, cuisinière, fer à repasser, balai paille de riz, balai à franges, pince à linge, linoléum, toile cirée.

2<sup>e</sup> Mobilier et literie. — Buffet de cuisine, escabeau, chaise pliante de jardin, sommier, matelas, couverture, traversin.

3<sup>e</sup> Produits d'entretien et de toilette, papeterie. — Savon de ménage, lessive, eau de javel, tampon métallique, encaustique, peinture, éponge artificielle, cirage, brosse à dents, pâte dentifrice, eau de Cologne, lames de rasoir, thermomètre médical, enveloppes, cahier de brouillon, crayon noir, encre, plumes, colle, roman, classique scolaire.

4<sup>e</sup> Petit outillage, électricité, jardinage, sport. — Marteau, tenailles, vrille, pointes, clous tapissier, scie à bûches, ampoule électrique, fil électrique, interrupteur, fiches de prise de courant, ampoule pour lampe de poche,

pile électrique, pince universelle, double mètre, fourche à bûcher, râtelier à jardinage, sécateur, pneumatique, arrosoir, chambre à air, freins, chaîne, selle de bicyclette, balle de tennis, pellicule photographique.

5<sup>e</sup> Lingerie, bonneterie, mercerie. — Drap, serviette de toilette, torchon de cuisine, chemise de travail, chemise popeline, mouchoir, taie d'oreiller, coton lingerie, vichy, caleçon pour garçonnet, chaussettes, bas, coton à repasser, fil à coudre, aiguilles à coudre, épingles, boutons à pression, mètre ruban.

6<sup>e</sup> Habillement. — Complet homme, imperméable, bleu de travail, pardessus, bécot basque, robe lainage, manteau, costume garçonnet, pull-over, satinette, robe fillette, laine à tricoter.

7<sup>e</sup> Chaussures. — Brodequins homme, chaussures ville homme, chaussures ville femme, chaussures montantes garçonnet, sandales fillette, pantoufles.

### IV. — SERVICES

Loyer et charges. — Loyer principal, taxes, eau.

Transports. — Chemin de fer : billet voyageur (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> cl.), carte d'abonnement ; métro : 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> cl., carte d'abonnement ; autobus : tickets, carte d'abonnement ; taxis.

P. T. T. — Lettre ou paquet clos 20 gr., échantillon recommandé 1 kg., télégramme (10 mots), communication téléphonique, mandat de versement de 1.000 francs à un c. c. postal.

Entretien et blanchissage. — Drap ordinaire deux personnes, nappe ordinaire, serviette éponge, taille moyenne, bleu de travail (en plus), mouchoir ordinaire, chemise homme col tenant (au lieu de : sans amidon ni col), caleçon long, coton, lavage au poids.

Entretien rasement. — Chaussures homme, femme ville, garçonnet.

Soins personnels, coiffeur. — Homme : taille, shampooing ; femme : taille, ondulation permanente, teinture, shampooing.

Soins personnels, douches, piscines. — Douches, piscines.

Frais d'instruction. — Cours de langue, cours technique.

Soins médicaux. — Consultation.

Distraction. — Théâtre, cinéma, sports, T.S.F.

Assurances. — Indice variable appliqué aux polices incendie.

Divers. — Frais fixes annuels de tenue d'un compte en banque, procuration notariée.

## TRIBUNE LIBRE

## POUR LA DÉFENSE DU BIEN COMMUN

Je ne cesse d'affirmer que si l'organisation syndicale doit rester en dehors des partis politiques et d'une foule de questions qui sont strictement du domaine politique, il ne peut être question d'ignorer et de se désintéresser de ce que tout le monde a besoin et qu'on appelle le Bien commun.

Si, en 1936, sous le Front populaire la liberté syndicale n'avait pas été sauvée à une voix de majorité au Sénat, par CHAMPTIER DE RIBES, il n'y aurait plus de C. F. T. C.

Si les Allemands étaient toujours en France et imposaient par l'intermédiaire d'un gouvernement à leur solde le syndicalisme d'Etat, nous n'aurions plus à présenter des candidats C. F. T. C. à de libres élections.

Les organisations syndicales ont le droit et le devoir de définir les conditions de ce Bien commun propre à leur activité normale.

Elles ont le devoir de peser sur les organisations politiques pour obtenir le minimum.

Les syndicats ont le droit et le devoir en tant que citoyens de faire entendre leurs voix appuyant les démarches des organisations syndicales auprès des organisations

politiques de leur choix et par leurs votes politiques.

La démocratie sociale et la démocratie politique, si elles ont à se distinguer, n'ont pas à s'ignorer pour la recherche de ce Bien commun.

Or, le Bien commun n'est pas assuré aux travailleurs de France : — Salaire de base insuffisant, non vital ;

— Non application de la loi de 1948 sur les allocations familiales ;

— Misère du logement.

Voilà trois objectifs de Bien commun qui dépendent étroitement du politique et du social, et qui soulèvent des problèmes complexes qu'il faut résoudre avec rapidité et sincérité et non en les escamotant ou en les renvoyant aux calendes.

Il appartient au mouvement syndical d'alerter ce qu'on appelle l'opinion publique, mais surtout de grouper un certain nombre de têtes solides qui indiqueront les voies et moyens.

Il est temps de montrer que les hommes décidés à assurer le Bien commun comptent encore en France et que les travailleurs chrétiens sont avec eux.

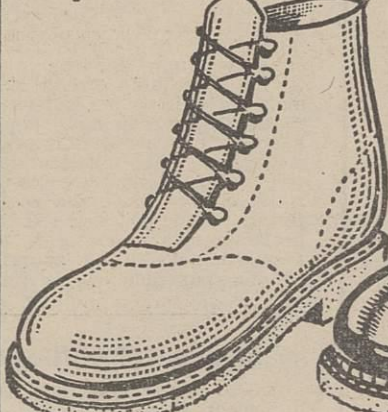
A. MALY.

**La PEINTURE KEROLINE**

est en vente

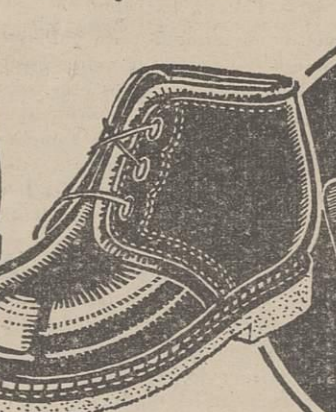
**A L'ÉCONOMAT S.N.C.F.**

## Pour la rentrée des Classes..



43050. BRODEQUIN FERMIER ÉCOLIER, dessus peausserie huilée, intercalaire cuir, semelle crêpe. Du 28 au 34..... **2.190**

42051. BRODEQUIN FERMIER ÉCOLIER, semelle caoutchouc « Gripper » (genre « Belledonne »). Du 35 au 40..... **2.545**



43080. APRÈS-SKI, coupe Derby, box couleur, double semelle crêpe. Du 28 au 34..... **2.375**

44080. Même genre, semelle crêpe. Du 24 au 27..... **1.530**



49060. SERVIETTE POCHETTE ÉCOLIER cuir marron, poche à large soufflet, fermeture chromée, 35 % **1.075**



51650/655. PULL-OVER laine, col collerette, manches longues, coloris mode, col et poignets fantaisie. 6 à 16 ans.... **975** à **1.350**



55201/206. TABLIER pour enfant, vichy fantaisie et à carreaux. De 40 à 65 %... **315** à **470**



55191/198. PARE-POUSSIÈRE pour garçonnet, coton mouliné gris, col revers, ceinture, 2 poches. De 60 à 100 % **660** à **900**

Voyez votre **ÉCONOMAT**



# LE RETRAITÉ DU RAIL

UNION FÉDÉRALE DES CHEMINOTS RETRAITÉS

26, rue Montholon, Paris (9<sup>e</sup>) — Téléphone : TRU 91-03

PERMANENCE DU LUNDI AU VENDREDI - C. C. Postaux : PARIS 7005 34

## DU TEMPORAIRE QUI A LA VIE DURE...

Le 1<sup>er</sup> janvier 1951, un accroissement de rémunération était attribué au personnel de la S. N. C. F. Il était destiné à compenser la hausse du coût de la vie. Il ne fut pas, pour autant, intégré dans les retraites. On lui donna le nom de « complément temporaire de salaire ».

Pour quelle raison les retraités furent-ils exclus de la mesure de péréquation ? Jamais personne ne put le dire.

Se persuadait-on, en haut lieu, du caractère temporaire de la hausse des prix et pensait-on que la dévaluation des pensions supportée par les retraités depuis la guerre les préparait, mieux que personne, à restreindre, pour un nouveau temps, leur standing de vie ?

On dut renoncer bientôt à cette hypothèse, car les 1<sup>er</sup> mars et 1<sup>er</sup> septembre 1951, la hausse du coût de la vie étant persistante, de nouvelles augmentations de salaire survinrent donnant lieu, celles-là, à péréquation. La notion de précarité qui aurait pu s'attacher au « complément temporaire de salaire » se trouvait ainsi écartée. Celui-ci fut cependant maintenu dans sa terminologie comme dans son incidence négative sur les retraites.

On se perd, dès lors, en conjectures, sur les motifs qui ont pu conduire à maintenir, encore jusqu'à présent, un état de choses dont on peut dire qu'il est fait,

à la fois, de paradoxe et d'iniquité.

Il est assez surprenant, si tant est que la S. N. C. F. ait eu besoin de réduire ses charges de trois milliards dans un budget dont le déficit prévu était de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards, que ce soit précisément sur la catégorie la plus pauvre de la famille cheminote que l'effort de compression se soit exercé.

Sans doute, les retraités n'ont, en tant que tels, aucun moyen d'action. C'est évidemment pour eux un état d'infériorité. Mais les retraités qui ont consacré leur existence au chemin de fer et ont fait de celui-ci l'outil dont leurs successeurs se servent aujourd'hui pour mener à bien les immenses tâches qui leur sont demandées, se refusent à croire qu'ils puissent donner lieu, de la part de l'administration à un sentiment spéculatif.

Mais c'est déjà trop que cette pensée ait pu naître chez certains. La S. N. C. F. doit sentir le besoin d'éviter ce qui pourrait lui donner créance si elle attache au prix à l'estime et à la confiance de ses anciens serviteurs et elle voudra faire disparaître l'anomalie et l'injustice que représente pour les retraités, dans son concept comme dans ses conséquences, ce que l'on désigne, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1951, sous le nom de « complément temporaire de salaire ».

G. LOISELEUR.

## LA FORMULE DE REVISION EST MORTE

Il s'agit là d'une revendication bien à nous enfin satisfaite, tout au moins dans son principe.

Le ministre des Travaux publics, d'accord avec le président du Conseil, vient de décider sa suppression.

En somme, on calculera en cinquantièmes pleins toutes les annuités reprises dans les pensions des agents ayant appartenu pour tout ou partie de leur carrière à d'autres régimes de retraites que celui de 1911.

La majoration de pension en résultant serait attribuée en cinq ans à raison d'une tranche d'un cinquième au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année à partir de 1952, la mesure jouant à plein au 1<sup>er</sup> juillet 1956.

Les rappels pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1952 seront payés en même temps que le trimestre à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1953. Le nouveau trimestre figurera en première ligne sur la fiche de décompte remise aux retraités, le rappel ainsi que la récupération de la cotisation de la C. P. seront en seconde ligne.

Au cours du Conseil d'administration de la S. N. C. F. du 10 septembre 1952, notre camarade PAILLIEUX a demandé et insisté pour que l'amplitude du jeu de la mesure soit revue dans le sens d'un aménagement de celle-ci en fonction de l'âge des retraités.

Le commissaire du Gouvernement, se basant sur le texte de la décision du ministre, s'est opposé à la prise en considération de cette proposition. N'admettant pas, en toute logique,

### TRIMESTRE D'OCTOBRE

Ce trimestre correspond maintenant exactement au quart de votre pension annuelle calculée d'après les traitements en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1951.

qu'on laisse des camarades âgés de plus de 70 ou 80 ans attendre cinq ans pour bénéficier à plein de cette satisfaction, PAILLIEUX a, par lettre du 18 septembre courant, demandé au ministre d'apporter à sa décision une modalité complémentaire prévoyant à l'égard des plus âgés des retraités les réductions de délai suivantes :

— Pour les intéressés ayant dépassé l'âge de 70 ans : Emmarchements portés de 1/5<sup>e</sup> à 2/5<sup>e</sup> ;

— Pour les intéressés ayant dépassé l'âge de 80 ans : Emmarchements portés de 1/5<sup>e</sup> à 3/5<sup>e</sup>.

J. GAUGE.

### REUNIONS STATUTAIRES

— BUREAU DE L'UNION, le samedi 11 octobre 1952, à 9 h. 30 du matin, au bureau du Secrétariat (porte 518).

— CONSEIL DE L'UNION, le samedi 11 octobre 1952, à 10 heures du matin (le numéro de la salle sera indiqué dans le hall d'entrée).

### DOCUMENTATION

Lisez attentivement votre journal, la page du retraité ainsi que les autres pages, vous y trouverez toujours quelque chose qui vous intéresse, notamment la documentation qui est commune aux actifs et aux retraités.

### CORRESPONDANCE AVEC LE SIEGE

La correspondance doit toujours être envoyée impersonnellement à l'Union, en particulier les renvois de fonds.

## LES COTISATIONS

Lors de notre dernière Assemblée générale, tenue le 3 mai 1952, l'unanimité des membres présents s'est prononcée pour l'augmentation du taux de nos cotisations.

Ces cotisations sont actuellement dérisoires par rapport au coût de la vie et aux besoins d'une organisation en plein développement comme la nôtre.

Si nous regardons ce qui se passe à l'intérieur de notre Fédération, nous pouvons constater que nos camarades actifs paient, en moyenne, une cotisation qui n'est pas inférieure à 100 francs par mois.

Or, le taux des pensions par rapport aux traitements d'activité, varie de 40 à 80 % de ces traitements selon les annuités comptant pour la retraite (25 à 37,5 annuités). Toutes proportions gardées ce sont donc les cotisations minima de 40 fr. par mois que nous devrions payer. Nous en sommes loin !

Notre trésorerie s'en trouve à l'étroit et très voisine de la gêne, ce qui a pour conséquence de ne pas pouvoir assurer en même temps que la bonne administration de notre Union fédérale, la propagande indispensable pour l'accroissement de nos effectifs.

Que nos camarades veuillent bien réfléchir à toutes ces choses et considérer ce que coûte actuellement par exemple :

— Un timbre-poste ;  
— Une feuille de papier ou un enveloppe ;  
— Un secrétaire administratif ;  
— Un repas au restaurant ou une chambre à l'hôtel ;  
— Une communication téléphonique ;  
— Un meuble de bureau ;  
— Le loyer d'une modeste pièce avec les incidences de chauffage, de l'éclairage, et du nettoyage.

Nul doute qu'ils ne se rendent compte de l'insuffisance de nos finances et ne soient d'avance acquis à l'idée que si nous voulons être forts, il faut que nous en ayons les moyens.

Qu'ils veuillent bien ne pas perdre de vue, par ailleurs que notre organisation s'appuie sur une Fédération bien charpentée comprenant dans un parfait équilibre : actifs, exécutants et cadres, et retraités qui peut s'enorgueillir d'être la seule dans le mouvement des cheminots.

Après la période de vacances, le mois d'octobre nous ramène l'intensité de la vie syndicale. Notre Union fédérale y prendra une part active, notamment dans les tournées de propagande qu'elle a l'intention d'intensifier. A cela également, nos camarades doivent songer dès maintenant et prendre leurs dispositions pour préparer et organiser les réunions dans leurs secteurs. Plus notre trésorerie sera florissante, plus nous pourrons porter aux quatre coins du territoire la parole de la C.F.T.C.

Notre Conseil d'octobre fixera, pour 1953, le montant des cotisations. Etudiez sérieusement la question, convainquez définitivement les hésitants et mandatez vos délégués pour qu'à ce Conseil ils puissent nous apporter, une fois de plus, le témoignage de l'esprit de foi, de sagesse et de compréhension dont vous avez toujours fait preuve en toutes circonstances.

R. SIRURQUET.

### SIEGE DU SECRETARIAT

Le Secrétariat de l'Union est depuis quelques semaines définitivement installé au cinquième étage (porte 518), à proximité de la Fédération.

### MERCI A NOS AMIS DE LA FEDERATION DES MINEURS

C'est grâce au généreux mouvement de nos excellents camarades de la Fédération des Mineurs qui ont consenti à nous céder le local qu'ils occupaient, en échange d'un autre pourtant moins bien situé, que notre Union fédérale est maintenant installée auprès du Siège de la Fédération, ce qui facilite grandement notre travail.

Que nos camarades Mineurs, avec qui nous avons toujours été en bonnes relations amicales trouvent ici les remerciements des retraités cheminots très sensibles à leur geste désintéressé et fraternel.

**SOLEIL HIVER** Orangers pleine terre, pension inter-saison 2 personnes chambre 800 fr. par personne. Taxes comprises. HOTEL PARIS à AMELIE-LES-BAINS (P.O.) Pensions 900 fr. par personne. LES MOUETTES - Adresses à retenir

### RHUMATISANTS - DAX

Forfait Cure Hiver 21.400 fr. 21 jours hébergement et traitement. Hôtel de la Paix Thermes Romains dans l'hôtel

## A QUAND LA PÉRÉQUATION PAR LES DROITS ?

Il y a une péréquation dont le nom a été peu prononcé, mais pour laquelle nous luttons depuis plusieurs années. On conviendra aisément, quoi qu'en disent ou font diffuser certains, que nous avons été les premiers à soulever la question et à mener le combat à son sujet comme en témoignent notamment les divers projets de loi présentés par nos amis cheminots C.F.T.C. parlementaires. C'est la « péréquation par les droits ».

C'est bien celle-là que l'on nous refuse sous des prétextes d'ordre purement capitaliste, je ne dis pas financier, ne tenant pas compte de la dignité du travail et faisant supporter aux intéressés les conséquences d'une dévaluation de la monnaie dont ils ne sont pas responsables.

Nous estimons, nous, que la péréquation n'est pas discutable, qu'elle doit être réalisée par les « droits » et non pas seulement par les « traitements », ainsi que cela a été fait jusqu'ici, méthode que le projet de statut des retraités soumis récemment au Ministre de tutelle voudrait consacrer avec toutes ses iniquités.

Il est incompréhensible que l'unification des régimes de retraites qui a été réalisée en 1924 par l'Etat, pour ses fonctionnaires, ne puisse l'être en 1952 pour les cheminots.

La diversité des régimes ainsi maintenus en vigueur permet à la S. N. C. F. de faire un choix dans les divers règlements et d'appliquer d'une manière générale les dispositions les moins favorables.

Il se trouve justement que l'argument opposé aux retraités des anciens règlements, à savoir de n'avoir effectué que des versements inférieurs à ceux fixés par le règlement de 1911, n'a aucune valeur si l'on veut bien considérer la quantité de capital-travail fourni à l'époque par les intéressés et l'utilisation qui a été faite par les administrations de chemins de fer des cotisations perçues.

Nous estimons que les anciens retraités ont participé tout autant que les agents actuels, quoique sous une autre forme, à la constitution d'une pension péréquable automatiquement par les droits, que les améliorations pécuniaires ou sociales introduites dans le règlement de 1911 leur sont dues et doivent leur être appliquées parce qu'elles correspondent à un relèvement du sort du cheminot en activité, le retraité ayant acquis, par avance, le droit à compensation en raison du bouleversement économique.

Nos arguments sont donc de deux sortes :

— Quantité de capital-travail fourni ;  
— Utilisation des versements effectués.

**Premier point.** — Nous posons comme principe que le travail est un capital non dévaluable. Ce capital-travail est rémunéré par une monnaie parfois flottante qui peut se dévaluer suivant les circonstances économiques ou autres conjonctures ou se réévaluer comme le cas s'est produit notamment en 1934 et s'est traduit par un abatement de 10 % sur les pensions.

A ce moment, s'il s'était agi de pensions de capitalisation pure, nous nous demandons à quel texte de loi on aurait pu se référer pour les dévaluer en tant que « quantum ».

Le cheminot a contracté l'engagement de fournir son capital-travail en échange non seulement d'une rémunération, mais aussi d'une pension à lui servir, à partir d'un certain âge.

Nous prétendons que la monnaie qui représente le service de cette pension doit avoir le même pouvoir d'échange que celle qui a rémunéré la partie active de la carrière.

Examinons d'abord la quantité de capital-travail fourni sous l'empire des anciens règlements et même jusqu'en 1920. A cette époque et sans remonter à l'origine des chemins de fer où les conditions étaient pires, les agents qui alternaient en 2/12 (et c'était le plus grand nombre), accomplissaient un travail effectif de 10 heures (assez souvent 12 heures) et faisaient en un an 3.150 heures au minimum.

La retraite est en somme une rente acquise à la fois par un travail exécuté et par une cotisation versée.

Prétendre modifier cette rente proportionnellement à la cotisation sans se préoccuper aucunement du volume de travail fourni est injuste. C'est retenir uniquement ce qui pourrait apparemment plaider contre et exclure ce qui plaide au contraire en faveur du retraité.



# IMPORTANTE RÉOLUTION de la COMMISSION ADMINISTRATIVE FÉDÉRALE

La Commission administrative de la Fédération C. F. T. C. des  
Cheminots réunie à Paris le 15 septembre 1952,

## CONSTATANT

- que malgré une amélioration constante de la productivité de la S. N. C. F. les salaires des cheminots sont maintenus à un niveau ridiculement bas,
- que le Gouvernement refuse toujours aux cheminots la libre discussion de leurs salaires et de leur Convention collective en violation de la loi du 11-2-1950,
- que le système actuel de rémunération est devenu incompréhensible et que l'harmonisation reste à faire,
- que les droits acquis du personnel sont constamment remis en cause ;

## DEMANDE

- 1° Indépendamment de ce qui pourra être fait du point de vue général pour l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs, la remise en ordre des salaires, primes et pensions des cheminots avec effet du 1<sup>er</sup> octobre 1952 ;
- 2° L'ouverture immédiate de discussions paritaires pour cette remise en ordre qui devrait se faire dans un sens de revalorisation, d'harmonisation, de simplification ;
- 3° Le versement à partir du 1-10-1952 à tous les cheminots et retraités d'un acompte à valoir sur cette remise en ordre ;
- 4° L'abolition du décret du 1<sup>er</sup> juin et la discussion d'une véritable Convention collective des cheminots.

**REAFFIRME** sa volonté de s'opposer à toute atteinte aux droits acquis des cheminots.

La Commission administrative fait confiance au Bureau fédéral pour présenter et défendre ces revendications.

En vue d'examiner les réponses faites à ces demandes et d'envisager les moyens d'action, elle décide de convoquer le Conseil fédéral pour le 16 octobre.

La Commission administrative demande à la Confédération de durcir son action :

- pour la modification de la loi sur l'échelle mobile,
  - pour une revalorisation rapide du pouvoir d'achat et des allocations familiales.
- La Commission administrative
- appelle toutes les Fédérations de cheminots à se rallier à ce programme en vue d'une action commune ;
  - demande à tous les cheminots de rejoindre les rangs du syndicalisme.

N° 3.357 Dr 92

Paris, 16 septembre 1952.

Monsieur André MORICE, ministre des Travaux  
publics, des Transports et du Tourisme, 246, boulevard  
Saint-Germain, Paris (7<sup>e</sup>).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte de la résolution  
adoptée par notre Commission administrative, au cours de sa réunion  
du 15 septembre 1952.

En vue d'un examen des différentes questions soulevées par ce texte,  
je vous serais obligé de bien vouloir recevoir une délégation de notre  
Bureau fédéral.

Dans l'intérêt général de la profession, il serait souhaitable que cette  
audience puisse avoir lieu le plus rapidement possible.

Dans l'attente de votre réponse,  
Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à notre haute consi-  
dération.

Pour le Bureau fédéral :  
Le Président,  
L. DELSERT

Le texte de la résolution a été également envoyé à M. Pierre  
TISSIER président du C. A. de la S. N. C. F., et à M. ARMAND,  
directeur général, avec demande d'audience.

## LES CHEMINOTS et la PRODUCTIVITE

La Productivité est à l'ordre du jour.  
Nos gouvernants et un certain nombre  
de chefs d'entreprises convertis de fraîche  
date voient même en elle une  
« panacée » remède à tous nos maux.

La presse de ces jours-ci a fait état  
d'une déclaration, depuis Washington,  
de M. R. Burton, ancien ministre, de-  
mandant à M. Pinay « de déclencher  
une vaste campagne en faveur de la  
productivité ».

Il nous semble donc opportun de pré-  
ciser notre position à l'égard de la  
productivité.

Notons tout d'abord que l'améliora-  
tion de la productivité risque de poser  
aux travailleurs un certain nombre de  
problèmes, dont le moindre n'est certes  
pas le chômage, « le chômage techno-  
logique » comme on l'appelle.

Un autre aspect de la question, c'est  
celui de la participation des travailleurs  
aux fruits de la productivité.

Si l'amélioration de la productivité  
dans une entreprise ne doit amener  
qu'une réduction des effectifs et le gon-  
flement des dividendes versés aux ac-  
tionnaires, les travailleurs auront d'ex-  
cellentes raisons d'être contre.

Si l'on veut vraiment que les ouvriers  
français participent à l'amélioration de  
la productivité, il faut en prendre les  
moyens.

Le moyen essentiel c'est d'abord que  
la productivité rapporte aux travailleurs.

Les cheminots sont tout prêts à col-  
laborer à une augmentation de la pro-  
ductivité de la S. N. C. F. Ils n'ont d'ail-  
leurs pas attendu une nouvelle décou-  
verte de l'Amérique pour y penser.

Les chiffres ci-contre en font foi.  
Mais, si l'on veut qu'ils poursuivent  
leurs efforts, disons-le tout net, il faut  
payer !

Dans le cadre de l'Association fran-  
çaise pour l'Accroissement de la Pro-  
ductivité, une Commission vient de dé-  
terminer comment « intéresser » les  
travailleurs à la productivité.

Parmi les membres éminents de cette  
Commission, nous avons relevé les  
noms de MM. GELY et PROVILLARD,  
du Ministère des Affaires économiques,  
qui ont déjà eu, pour l'harmonisation,  
l'occasion de se pencher sur les salaires  
des cheminots.

Alors qu'attend-t-on pour étudier, à  
la S. N. C. F., un intéressement du per-  
sonnel à la productivité ?

Les cheminots veulent y croire, mais  
ils croient d'abord ce qu'ils voient et  
surtout ce qu'ils touchent.

P. B.

### Productivité des Cheminots

A la S.N.C.F. la productivité  
se calcule en Unité-Trafic par  
heure de travail d'agent (Uni-  
té-Trafic : Tonne-kilométrique  
ou voyageur-km. transportés).

	Unités-Traffic
1938 :	50
1946 :	62
1947 :	63,4
1948 :	68,8
1949 :	69,5
1950 :	67,3
1951 :	79,5

soit une augmentation de pro-  
ductivité de plus de 18 % entre  
1950 et 1951.

# POUVOIR D'ACHAT ! CE QUE VEUT LA C.F.T.C.

**E**TERNELS perdants dans la  
course prix-salaires, il y a  
belle lurette que les travail-  
leurs ont acquis la conviction pro-  
fonde qu'ils n'avaient rien à at-  
tendre de l'inflation et que le  
meilleur remède à leurs difficul-  
tés serait encore de revenir à  
un assainissement sérieux des  
prix dont beaucoup ont atteint  
des sommets qui ne se justifient  
pas.

C'est en interprétant fidèle-  
ment ces aspirations que la  
C.F.T.C. a depuis fort longtemps  
combattu pour une baisse effec-  
tive du coût de la vie.

Et c'est parce que rien de sé-  
rieux n'a été fait dans cette voie  
par les gouvernements qui se  
sont succédé depuis la Libération  
que, finalement, pour se défen-  
dre les travailleurs et leurs or-  
ganisations syndicales ont récla-  
mé l'échelle mobile des salaires.

Après bien des discussions, le  
Parlement a enfin voté cette loi  
sur l'échelle mobile. Certes, le  
texte adopté est loin d'être par-  
fait ; il nous eût pourtant ap-  
porté une garantie certaine si  
la loi avait joué normalement  
après une élévation de 5 % des  
prix depuis l'époque du dernier  
relèvement du salaire minimum  
interprofessionnel garanti.

On sait comment, spéculant  
sur les promesses de sa politique,  
M. PINAY a obtenu que l'indice  
de référence fût celui de décem-  
bre 1951 (indice 142) au lieu de  
septembre (indice 133), laissant  
ainsi les salaires avec un retard  
de plus de 6,5 % sur les prix.

Or, la vérité veut qu'on re-  
connaisse que M. PINAY a tout  
au plus réussi à stabiliser les  
prix ; c'est un résultat non né-  
gligeable qu'a d'ailleurs enfin brisé  
cette ascension effolante de la  
courbe des indices, mais nous ne  
pouvons tout de même pas consti-  
tuer une baisse inexistante.

Courant août, l'indice des prix  
à la consommation familiale est  
d'ailleurs remonté de 142,8 à 144,8  
dénotant une hausse de 1,4 % en  
un mois et, si nous comparons  
au niveau de septembre 1951, une  
hausse d'environ 9 %.

Encore convient-il de faire re-  
marquer que l'indice des prix à  
la consommation familiale est  
calculé sur une liste de 213 arti-  
cles dont sont exclus les fruits  
et légumes.

Le budget d'un travailleur que  
calcule la C.F.T.C. depuis de  
longues années et qui tient comp-  
te de l'évolution des prix de ces  
fruits et légumes dénote, lui, une  
augmentation d'environ 11 %.

On verra par ailleurs ce qu'est  
exactement cette fameuse statis-  
tique des 213 articles et l'on  
s'expliquera facilement que la  
délégation C.F.T.C. ait demandé  
le 5 septembre, lors d'une con-  
vocation de la Commission supé-  
rieure des Conventions collecti-  
ves, que cet organisme soit con-  
voqué d'urgence à l'effet de faire  
le travail qui lui incombe, c'est-  
à-dire étudier et mettre au point  
un véritable budget-type de tra-  
vailleur qui puisse servir de base  
à la fixation, par le Gouverne-  
ment du salaire minimum inter-  
professionnel garanti.

Grâce à l'excellence de ses ar-  
guments, la C.F.T.C. a obtenu  
un premier succès important et,  
à la majorité absolue de 19 voix,  
la motion qu'elle avait présentée  
demandant la réunion de la Com-  
mission supérieure avant le 15  
septembre pour l'étude du budget-  
type, a été adoptée.

Le ministre du Travail devra  
donc convoquer la Commission :  
il pourra chicaner sur la date  
— et déjà le 15 septembre est  
passé sans qu'il ait fait le né-  
cessaire —, mais il faudra bien  
qu'il s'y résigne et l'on voit mal  
comment le Gouvernement pour-  
ra, dans l'avenir, ne pas tenir  
compte des indications que four-  
nira le chiffrage régulier d'un  
tel budget.

Mais ne nous leurrions pas, tout  
cela demandera du temps et les  
difficultés ne feront pas défaut  
à la Commission supérieure.

En attendant la position con-  
fédérale est limpide : elle dit au  
Gouvernement : Rendez au sa-  
laire minimum garanti le pou-  
voir d'achat qu'il avait en sep-  
tembre 1951 et c'est une reven-  
dication modeste, car n'oublions  
pas que, dès l'origine, ce salaire  
minimum a été fixé à un taux  
nettement insuffisant pour lui  
conférer le caractère de « salaire  
vital ».

En ce faisant, la C.F.T.C. se  
remet-elle délibérément dans la  
course à l'élévation continuelle  
des salaires au risque de déclen-  
cher de nouveau la hausse des  
prix et l'inflation ?

Le gérant : André PAILLIEUX.

IMPRIMERIE SPECIALE  
DU « CHEMINOT DE FRANCE »  
5, rue du Cornet, Le Mans — 27.163  
Travail exécuté par des Syndiqués

Nous disons : Pouvoir d'achat,  
et si le Gouvernement veut y  
arriver en faisant réellement bais-  
ser les prix, nous ne demandons  
qu'une chose, c'est qu'il réus-  
sisse.

Et en cela nous sommes incon-  
testablement du côté des bons  
Français qui veulent sauver l'éco-  
nomie du pays.

Car les signes ne manquent  
pas qui dénotent un ralentisse-  
ment dangereux de l'activité éco-  
nomique : difficultés des échan-  
ges, diminution des exportations,  
fermeture d'usines, augmenta-  
tion, sinon du nombre des chô-  
meurs totaux, du moins des chô-  
meurs partiels.

Si des mesures ne sont pas  
prises d'urgence, c'est à la cata-  
strophe que court la France et,  
de toute évidence, on ne l'évi-  
tera qu'en faisant baisser les  
prix.

Les fauteurs, M. PINAY les a  
dénoncés lui-même en fustigeant  
les marges bénéficiaires abusives.  
Mais les responsables ne  
semblent pas décidés à obtempé-  
rer aux simples exhortations, il  
faudra des mesures bien plus dra-  
coniennes pour les amener à com-  
position.

Ces mesures autoritaires, nous  
les attendons avec impatience, et  
ce n'est pas le fait de rétablir  
— dans la Seine — le système  
de la double étiquette, qui d'ail-  
leurs n'a jamais été aboli, qui  
pourra nous contenter.

De nombreuses mesures sont  
indispensables à la réussite, tout  
un plan de réformes intéressant  
la production, la distribution, la  
fiscalité doit intervenir au plus  
tôt. La C. F. T. C. a proposé  
l'an dernier un tel plan, mais il  
est bien évident que si l'on ne  
fait rien dans ce sens, les tra-  
vailleurs n'auront plus qu'à se  
battre périodiquement pour des  
hausses de salaires jusqu'à la  
catastrophe que les profiteurs de  
tous poils auront bien recherchée  
et que les hommes de gouverne-  
ment n'auront rien fait pour évi-  
ter.

Léon DELSERT.

## RÉSOLUTION du Bureau Confédéral

### POUVOIR D'ACHAT

Le Bureau confédéral de la C.F.T.C., réuni à Paris les 20 et 21 septembre,  
constate que, malgré les promesses formelles faites par le Gouvernement, à  
l'occasion notamment de la journée du 28 mai, le pouvoir d'achat des travailleurs  
et des familles ne s'est pas amélioré. Leur situation s'est même aggravée par  
suite d'une réduction des horaires du travail.

Il affirme de nouveau qu'il ne saurait se satisfaire d'une stabilisation qui, sur  
les bases actuelles, consacrerait une diminution du pouvoir d'achat des salariés,  
par rapport à septembre 1951.

Il considère qu'il est possible, en l'état présent de l'économie française, de  
réaliser une revalorisation du pouvoir d'achat des masses par une meilleure distri-  
bution du revenu national.

Il rappelle, à cet égard, les propositions formulées par la C.F.T.C. depuis  
plusieurs années en ce qui concerne la réforme de la fiscalité, du circuit de la  
distribution et de l'administration française.

Le B. C. prend acte, d'une part, des déclarations gouvernementales sur ces divers  
points et demande la consultation du Syndicalisme sur toute réforme projetée ;  
d'autre part, que plusieurs mesures qui figuraient dans le plan de la C.F.T.C. :  
gratifications libres, discriminations fiscales, gares-marchés, semblent avoir retenu  
l'attention du Gouvernement. Il manifeste des doutes sur sa fermeté et sa persé-  
vérence, d'autant plus que la dislocation qui se poursuit de l'administration  
économique lui laisse peu de chances de succès. Il se propose de prendre l'initiative  
d'un vaste rassemblement avec les organisations familiales et agricoles, afin de  
mobiliser l'opinion publique en faveur de l'allègement du circuit commercial.

Il insiste sur la nécessité d'une expansion économique, laquelle suppose la  
continuation et surtout la reprise du plan d'équipement.

### SALAIRE MINIMUM GARANTI

Le Bureau confédéral réaffirme sa position touchant le salaire minimum garanti,  
qui doit permettre des conditions de vie normales au travailleur effectuant la durée  
légal du travail (quarante heures par semaine).

Le Bureau confédéral proteste contre le retard apporté à la convocation de la  
Commission supérieure des Conventions collectives ; il demande que celle-ci se  
réunisse immédiatement pour établir son budget-type conformément aux dispositions  
légal et, pour le cas où ce travail ne s'accomplirait pas rapidement, ses fédé-  
rations et syndicats revendiqueront sur la base du budget C.F.T.C.

### PRESTATIONS FAMILIALES

Il réitère ses revendications pour un ajustement de l'ordre de 10 % des pre-  
stations familiales, rendu possible par la seule utilisation des excédents de recettes  
existant dans les Caisses.

### BUDGET SOCIAL DE LA NATION

Le B. C. proteste contre les confusions contenues dans le rapport du ministre du  
Travail et contre toute tendance à la réduction des prestations ou au report de  
l'âge de la retraite. Il demande à ses organisations de défendre les positions de  
la C. F. T. C. sur la Sécurité sociale, dans les organismes compétents et auprès des  
pouvoirs publics.

### CHOMAGE

Il constate que, dans l'ensemble, le relèvement des allocations de chômage est  
insuffisant et s'élève contre le maintien d'un abattement excessif pour les localités  
de province.

### PRODUCTIVITE

Le Bureau confédéral constate que, s'il est présentement démontré, notamment  
par l'expérience réalisée dans la fonderie, qu'il est possible d'améliorer la produc-  
tion et la productivité, il est non moins certain que, dans l'immédiat, ces progrès  
ne se traduisent par aucun avantage pour les consommateurs ou pour les travail-  
leurs ; ils n'ont abouti qu'à l'accroissement des profits.

Il estime qu'une telle situation est intolérable et qu'il convient d'y mettre un  
terme.

Il donne donc mandat à ses représentants, dans tous les organismes appropriés,  
de subordonner leur accord à tout programme d'accroissement de productivité, à  
la signature préalable d'accords paritaires garantissant une baisse de prix et une  
augmentation de salaires des travailleurs.

### COOPERATION INTERNATIONALE

Enfin, le Bureau confédéral souligne l'intérêt qu'il porte aux efforts actuellement  
tentés pour l'organisation d'une communauté européenne s'étendant au domaine  
politique ; il y voit un facteur de paix et la possibilité de réaliser tout à la fois  
le progrès social et l'expansion économique dans la mesure où les organisations  
de travailleurs y seront associées.